

Communiqué de Presse

Orléans, le 14 mai 2020

Après le « nouveau monde », le « monde d'après ». Avec les mêmes ?

A cause d'une gestion catastrophique de la crise sanitaire nous avons déjà 27 000 morts officiels, auxquels les médecins de ville disent qu'il faudrait en ajouter 10 000, c'est un des bilans les plus lourds rapportés à la population.

Il est évident qu'il faudra un jour juger les responsables, en espérant que cela ne se finisse pas comme le procès du sang contaminé.

Et en même temps, notre pays est l'un des plus durement touchés par une récession économique jamais vue depuis la guerre.

Mais certains, au lieu de dénoncer les fautes du gouvernement, préfèrent instruire le procès de l'Etat ou de la « bureaucratie ».

Ce qui ne surprend pas dès lors que les uns et les autres, qu'ils soient LR, PS ou LREM, se partagent la responsabilité d'une situation dont les causes remontent à plusieurs années.

Et les présidents de Région profitent de cette occasion pour revendiquer de nouvelles compétences.

Il faut pourtant rappeler que si les Régions peuvent accompagner, voire compléter les dispositifs mis en place, elles ne peuvent en aucun cas se substituer à l'Etat, car il ne peut pas y avoir autant de stratégies que de Régions et elles n'en ont pas les moyens.

Il est donc illusoire de prétendre faire de la surenchère et faire miroiter à nos concitoyens une multiplication à l'infini des aides régionales dans une surenchère démagogique.

C'est pourquoi, si nous avons soutenu les actions de la Région prises dans l'urgence, nous serons vigilants pour la suite, car toutes promesses doivent être financées et au final quelqu'un devra payer.

Enfin beaucoup rêvent tout haut du « monde d'après », avec moins de voitures, moins d'avions, moins de consommation, bref la décroissance que les écolos-bobos veulent imposer à ceux qui ont déjà des problèmes de fin de mois.

Nous ne laisserons pas ces fanatiques imposer leurs vues. Ce qui préoccupe nos compatriotes c'est maintenant de relancer l'économie au plus vite.

Et tout le monde doit reconnaître que nous avons raison sur les questions de relocalisation, de réindustrialisation, de souveraineté, de localisme.

Même le président de la République est obligé de reprendre ce discours.

Mais à quoi bon si c'est pour transférer notre souveraineté à l'Europe, pourtant grande absente dans cette crise, tout en refusant le contrôle aux frontières ?

Cette crise a démontré que nous avons les bonnes solutions, qu'il faudra mettre en place au niveau national.

En attendant les Régions doivent obtenir de l'Etat les compensations financières qui seront nécessaires afin de leur donner les moyens d'exercer leurs compétences essentielles : aménagement concerté du territoire, lycées, transports, formation, soutien à l'économie.

Mais il serait illusoire de vouloir étendre leur rôle. Ce qu'il nous faut aujourd'hui c'est un Etat stratège, qui défende les intérêts de la France, protège les Français, garant de l'égalité des territoires et de l'unité nationale.